

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro Derechos Humanos de España

Numéro no. 159, mars 2023

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire

GIGO - *garbage in, garbage out*¹ - est un acronyme utilisé depuis l'apparition de l'informatique moderne (voir cet article de 1957 : <https://www.newspapers.com/clip/50687334/the-times/>). Peut-être avons-nous aujourd'hui besoin de l'acronyme BIBO - *bias*² in, *bias* out - car les algorithmes générés par ordinateur dominent un grand nombre de nos transactions quotidiennes.

Le règlement européen sur la protection des données a tenté de traiter la question de la partialité dans les décisions automatisées. Son article 22 sur la "prise de décision individuelle automatisée, y compris le profilage" est libellé comme suit :

1. La personne concernée a le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas si la décision :

(a) est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et un responsable du traitement ;

(b) est autorisée par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre auquel le responsable du traitement est soumis et qui prévoit également des mesures appropriées pour la sauvegarde des droits et libertés et des intérêts légitimes de la personne concernée ; ou

(c) est fondée sur le consentement explicite de la personne concernée.

En dehors de l'Europe, il existe peu de législation, ce qui laisse la construction d'algorithmes pour la prise de décision automatisée sans réglementation dans des marchés tels que les États-Unis. Cependant, en Europe ou ailleurs, des situations de ce type ont été signalées en mars :

- *Lighthouse Reports* et *WIRED* ont obtenu l'algorithme de fraude à l'aide sociale de Rotterdam [Pays-Bas] et les données utilisées pour l'entraîner, ce qui donne un aperçu sans précédent du fonctionnement de ces systèmes. Ce niveau d'accès, négocié dans le cadre des lois sur la liberté d'information, nous a permis d'examiner les données personnelles introduites dans l'algorithme, le fonctionnement interne du traitement des données et les résultats qu'il génère. En reconstituant le système et son fonctionnement, nous avons découvert qu'il opère une discrimination fondée sur l'appartenance ethnique et le sexe. Elle a également mis en évidence des failles fondamentales qui rendent le système à la fois inexact et injuste."
<https://www.wired.com/story/welfare-state-algorithms/>

¹ Ce qui pourrait être rendu par « foutaises en entrée, foutaises en sortie » (ndt).

² *Bias* = biais

- Une enquête de *STAT* a révélé que l'intelligence artificielle est désormais à l'origine de refus de traitements médicaux dans le cadre de Medicare Advantage, financé par le gouvernement américain, "l'alternative au Medicaid traditionnel financée par le contribuable et qui couvre plus de 31 millions de personnes". Les assureurs "utilisent des algorithmes prédictifs non réglementés, sous couvert de rigueur scientifique, pour déterminer le moment précis où ils peuvent plausiblement interrompre le paiement du traitement d'un patient âgé". Les chercheurs de *STAT* ont examiné minutieusement "des centaines de pages de dossiers fédéraux, de dossiers judiciaires et de documents confidentiels d'entreprises, ainsi que des entretiens avec des médecins, des cadres de l'assurance, des experts en politique, des avocats, des défenseurs des patients et des membres de la famille de bénéficiaires de Medicare Advantage". Le directeur d'un établissement de soins a déclaré : "Ils considèrent nos patients en termes de statistiques. Ils ne s'intéressent pas aux patients que nous voyons."
https://www.statnews.com/2023/03/13/medicare-advantage-plans-denial-artificial-intelligence/?utm_campaign=morning_rounds&utm_medium=email&_hsmi=249894563&_hsenc=p2ANqtz-1_WgZ1Xiv5tB5_EstY6AnbjBApuboBrtM2H1yKhA35kYVjanhIN0MnyP7GFLDI2nzu04Qh4ovR4jfRCahrCrOsMAh2Q&utm_content=249894563&utm_source=hs_email_2
- Dans une étude similaire, l'American Civil Liberties Union (ACLU) a examiné "comment les choix de conception algorithmique peuvent fonctionner comme une décision politique" lorsqu'ils sont utilisés pour "filtrer les appels à une agence de protection de l'enfance concernant des allégations de négligence d'enfants dans le comté d'Allegheny, en Pennsylvanie". Les chercheurs ont utilisé des données sur les dossiers de signalement d'enfants entre 2010 et 2014 ; "les données étaient très similaires à celles utilisées pour dérouler " l'algorithme d'intelligence artificielle, avec "environ 800 variables, y compris, pour chaque famille, des informations sur les signalements antérieurs et les dossiers de protection de l'enfance, les dossiers de prison et de probation juvénile, les informations sur la santé comportementale, les informations sur l'acte de naissance et les informations démographiques". En utilisant de telles données historiques, l'outil qui en résulte et d'autres similaires "ne donnent aux familles aucune possibilité de recours, perpétuent les préjugés raciaux et classent les personnes handicapées comme intrinsèquement plus "risquées"", ce qui remet en question l'utilisation de tels algorithmes.
https://www.aclu.org/the-devil-is-in-the-details-interrogating-values-embedded-in-the-allegheny-family-screening-tool?redirect=afst_audit

Les Archives conservent des documents qui peuvent être utilisés de multiples façons. Les archivistes insistent sur le fait qu'ils font et certifient des copies conformes des documents en leur possession, mais ne certifient pas la véracité ou l'exactitude de leur contenu. Le fait de baser un algorithme sur des documents d'archives qui l'alimentent pour l'apprentissage automatique ne rend pas en soi le résultat véridique. BIBO.

Nouvelles de la SAHR

La section Archives et droits de l'homme marque par une série d'événements sa création il y a 20 ans en tant que groupe de travail sur les droits de l'homme, la fondation du Conseil international des archives en 1948 et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, également en 1948. Le premier événement sera une conférence spéciale du premier mardi du mois, le 6 juin à 16 heures (heure d'Europe centrale), qui portera sur le groupe de travail, la section et l'évolution du domaine des archives et des droits de l'homme depuis 2003. Le directeur exécutif de l'ICA, Carlos Serrano Vasquez, animera un panel composé de Josée Kirps, présidente de l'ICA, Graham Dominy, Antonio Gonzalez Quintana et Trudy Huskamp Peterson.

Nouvelles internationales

Cour pénale internationale. La Chambre préliminaire II a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de Vladimir V. Poutine et de Maria Lvova-Belova pour "responsabilité dans le crime de guerre de déportation

illégal de population et dans celui de transfert illégal de population des zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, au préjudice d'enfants ukrainiens". Pour plus d'informations, voir les *Nouvelles de la SAHR* 2023-02.

[Situation en Ukraine : les juges de la CPI délivrent des mandats d'arrêt contre Vladimir Vladimirovitch Poutine et Maria Alekseïevna Lvova-Beleva | International Criminal Court \(icc-cpi.int\)](#)

Chambres spécialisées du Kosovo. Les Chambres ont publié une "version moins expurgée de l'acte d'accusation contre l'ancien président du Kosovo, Hashim Thaci donnant plus de détails sur les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité", a rapporté *BIRN*. Elle "révèle les noms de certaines victimes albanaises, serbes et roms dans l'affaire, ainsi que des détails sur les menaces et les pressions qu'elles auraient exercées contre les rivaux politiques du KLA (Kosovo Libération Army-Armée de libération du Kosovo).

<https://balkaninsight.com/2023/03/02/hague-court-publishes-details-of-hashim-thacis-alleged-war-crimes/>

Nations Unies. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a présenté au Conseil des droits de l'homme des rapports sur la Colombie, le Guatemala, le Honduras et Chypre. Il a notamment indiqué que son "Bureau a documenté 92 massacres" en Colombie en 2022; qu'il a "enregistré l'année dernière une augmentation de 54% du harcèlement, de l'intimidation et de l'utilisation ou de l'abus de procédures pénales contre les défenseurs des droits de l'homme, les peuples autochtones, les organisations de défense des droits de l'homme, les médias et les journalistes" et que "les autorités ont enregistré plus de 48 000 cas de violence contre les femmes" au Guatemala ; et que "la société civile a documenté 43 meurtres et deux disparitions de personnes LGBTI et l'assassinat d'au moins 252 femmes" en 2022 au Honduras.

<https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2023/03/colombia-honduras-guatemala-and-cyprus-reports-are-presented-high>

La Rapporteuse spéciale sur les droits culturels a présenté son rapport au Conseil des droits de l'homme en soulignant "le droit des migrants d'avoir accès et de participer effectivement à tous les aspects de la vie culturelle, tant de l'État d'accueil que de leur propre culture". Elle a noté que "les archives laissées par des individus et des groupes ethniques, politiques ou religieux contraints de quitter leur pays ou leur territoire doivent également être protégées et les migrants doivent être autorisés à y accéder par l'État d'origine ou de l'endroit où ces archives sont conservées. Tous les États devraient respecter leur obligation de prendre des mesures pour protéger ces archives en assurant leur conservation en toute sécurité et en garantissant l'accès à celles-ci, y compris par les individus et les groupes qui ont été contraints de partir. Cela est conforme à la résolution 68/165 de l'Assemblée générale". La contribution de la section Archives et droits de l'homme de l'ICA est mentionnée dans une note de bas de page.

[A/HRC/52/35 : Droits culturels et Migration | OHCHR](#)

Le rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a publié une déclaration sur les "bonnes pratiques en matière d'incrimination, d'enquête, de poursuite et de condamnation des actes de torture au niveau national". Plusieurs des recommandations portent sur des questions de documentation, y compris la garantie de "rapports publics périodiques sur les plaintes reçues", la garantie que les retards dans l'ouverture des enquêtes "doivent être expliqués et documentés par écrit", la conception de procédures de plainte permettant un dépôt sûr et pratique, et l'adoption de lignes directrices et de normes pour "la documentation et l'enquête sur les cas de torture ou d'autres mauvais traitements" et pour la recevabilité des informations de source ouverte.

<https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5230-good-practices-national-criminalization-investigation>

L'UNICEF a déclaré que "la pandémie de COVID-19, les catastrophes climatiques et les conflits en cours ont aggravé les inégalités entre les enfants d'Europe et d'Asie centrale". Le rapport est "le premier du genre à rassembler les données et analyses existantes pour tous les pays de la région, tout en mettant en évidence les lacunes critiques en matière de données qui doivent être comblées". Un directeur régional de l'UNICEF a déclaré que "le manque de données sur la façon dont ces événements ont affecté les droits des enfants rend difficile l'évaluation de la façon dont nous pouvons répondre aux besoins des enfants et des familles les plus vulnérables, afin qu'aucun enfant de la région ne soit laissé pour compte".

<https://news.un.org/en/story/2023/03/1134392>

Trente-quatre autres femmes "se sont manifestées pour accuser des travailleurs de l'Organisation mondiale de la santé et d'autres groupes d'aide, d'abus sexuels et d'exploitation pendant l'épidémie d'Ebola de 2018-2020 en République démocratique du Congo", a rapporté *The New Humanitarian*. Vingt-six des femmes

ont déclaré que "les abus ont entraîné des grossesses, 18 d'entre elles impliquant prétendument le personnel de l'OMS". Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2021-09, 10.

https://www.thenewhumanitarian.org/investigations/2023/03/08/more-women-accuse-WHO-aid-workers-ebola-sex-abuse-scandal?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=62463b298b-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_10_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-62463b298b-75545741

Nations Unies/Cour internationale de justice. L'Assemblée générale des Nations unies a décidé de demander un avis consultatif à la Cour internationale de justice sur les obligations des États en matière de changement climatique, en particulier "les obligations des États, en vertu du droit international, d'assurer la protection du système climatique contre les émissions anthropiques de gaz à effet de serre".

<https://press.un.org/en/2023/ga12497.doc.htm>

Actualités mondiales/générales

Économie

Un groupe de ressortissants yéménites a intenté une action en justice aux États-Unis contre les sous-traitants d'industries d'armement Raytheon, Lockheed Martin et General Dynamics, « les accusant d'"avoir aidé et encouragé des crimes de guerre et des exécutions extrajudiciaires" en fournissant des armes à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre le Yémen », selon *Middle East Eye*. La plaidoirie indiquait que « les plaignants ont des preuves directes que les armes fournies par les accusés étaient responsables de leurs blessures. Les plaignants ont fourni des photographies d'armes portant certains numéros de série prouvant qu'elles avaient été fournies par les accusés. »

<https://www.middleeasteye.net/news/yemenis-sue-top-us-defence-contractors-aiding-war-crimes>

voir les plaidoiries :

<https://static1.squarespace.com/static/608276df0e35bd790e38eff3/t/6400d3288128f8752c97dcc2/167775658494/STAMPED+Complaint+%281%29.pdf>

Les ONG International Partnership for Human Rights et NKO ont publié les résultats d'une étude sur les composants de fabrication occidentale utilisés dans la guerre de la Russie contre l'Ukraine. "Aujourd'hui, un an après l'invasion à grande échelle, il est plus clair que jamais que des composants de fabrication occidentale ont été et continuent d'être importés en Russie et d'être utilisés dans des armes impliquées dans des présumés crimes de guerre et atrocités contre les droits de l'homme." Les chercheurs ont sélectionné des cas de crimes de guerre présumés, puis ont examiné les armes utilisées dans chacun d'eux, et ont finalement identifié "les composants trouvés dans ces armes et leur marquage". Ils ont créé un "jeu de données recensant plus de 170 composants trouvés dans des équipements russes et portant la marque ou le logo de sociétés étrangères", et l'ont relié à "une base de données de crimes de guerre présumés commis par la Russie en Ukraine". Dans chaque cas, des preuves sous forme de vidéos et d'images ont été documentées, géolocalisées et archivées. Ils ont également eu accès, grâce à des fuites, à des "listes de courses" russes manifestant l'intention d'acquérir des composants fabriqués par ces sociétés afin de soutenir leur armée". Le résultat a été "plus de 400 exemples de crimes de guerre présumés commis à l'aide d'armes considérées comme reposant, à des degrés divers, sur des composants fabriqués à l'étranger".

https://nako.org.ua/storage/pdf/2023-02-27--11:50:05-Enabling_War_Crimes_report.pdf

Le tribunal de district d'Amsterdam, aux Pays-Bas, a statué que "Facebook Ireland a enfreint la loi sur la protection de la vie privée lorsqu'il a traité les données personnelles des utilisateurs néerlandais de Facebook à des fins publicitaires sans base légale appropriée (telle que le consentement) entre le 1er avril 2010 et le 1er janvier 2020," selon *TechCrunch*. Les plaignants, deux organisations non gouvernementales néerlandaises, demanderont une indemnisation ; Meta/Facebook a déclaré faire appel de la décision.

<https://techcrunch.com/2023/03/15/facebook-dutch-ads-ruling/>

Google a publié un audit du cabinet d'avocats WilmerHale qui "a examiné l'impact de ses politiques et de ses services sur les droits civils et a recommandé au géant de la technologie de prendre des mesures pour lutter contre la désinformation et les discours de haine", a indiqué *Reuters*. Cet audit a également recommandé à la plateforme YouTube de Google "de revoir ses politiques en matière de discours de haine et de harcèlement pour résoudre des problèmes tels que les erreurs intentionnelles sur le genre ou les « noms morts » de personnes et "s'adapter à l'évolution des normes concernant les groupes protégés".

<https://www.reuters.com/technology/google-taps-law-firm-conduct-civil-rights-review-washington-post-2023-03-03/>

Quarante-cinq procureurs généraux des États-Unis ont déposé une requête auprès d'un tribunal de l'État du Tennessee pour obliger la société chinoise TikTok à produire "des communications internes de TikTok pour déterminer si la société a pu se livrer à un comportement trompeur de nature à nuire à la santé mentale des utilisateurs de TikTok, en particulier les enfants et les adolescents", selon *Reuters*. La requête alléguait que "TikTok n'aurait pas conservé des preuves potentiellement pertinentes, sous la forme de *chats* internes des employés".

https://www.theguardian.com/global-development/2023/mar/30/brazil-to-sue-volkswagen-over-claims-of-slavery-during-military-dictatorship?utm_source=substack&utm_medium=email

"Des procureurs publics au Brésil demandent une indemnisation pour des hommes qui, selon eux, ont été contraints de travailler dans des conditions "humiliantes et dégradantes", sans eau potable ni toilettes" dans le ranch appartenant au constructeur automobile allemand Volkswagen dans l'État de Para, au nord du Brésil, entre 1973 et 1987, selon le *Guardian*. "Des documents officiels vus par le *Guardian* révèlent que Volkswagen a reçu du gouvernement militaire brésilien qui était au pouvoir entre 1964 et 1985 des subventions et des allègements fiscaux d'une valeur de plus de 129 millions de dollars (104 millions d'euros) pour acheter et gérer cet élevage de bétail." Une équipe d'universitaires de l'Université fédérale de Rio de Janeiro a travaillé avec les procureurs pour recueillir « les témoignages de 15 hommes sur leur expérience lorsqu'ils travaillaient dans le ranch. Le gouvernement pense que des centaines de personnes supplémentaires ont été exploitées. Volkswagen "rejette toutes les allégations".

https://www.theguardian.com/global-development/2023/mar/30/brazil-to-sue-volkswagen-over-claims-of-slavery-during-military-dictatorship?utm_source=substack&utm_medium=email

Changement climatique

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié son dernier rapport. Le résumé destiné aux décideurs politiques a condensé les informations de milliers d'articles sur la science du climat dans les six rapports publiés depuis 2014 et a fourni "des graphiques montrant des individus - des bébés aux retraités - amenés à souffrir de plus en plus de la chaleur croissante", et même "des risques croissants pour la santé mentale dus au réchauffement climatique", selon *Reuters*. Pour le contexte, voir *SAHR News 2021-08, 2022-11*.

https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate;
https://www.context.news/climate-risks/act-now-ipcc-climate-report-appeals-to-all-to-salvage-15c-goal?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate

Dans un article de *Nature*, trois chercheurs ont expliqué qu'ils avaient utilisé "des informations issues de données satellitaires, de stations et de réanalyse" pour montrer les "impacts de la déforestation de 2003 à 2017 sur les précipitations". Après avoir examiné plus d'une douzaine de bases de données et de sources gouvernementales et universitaires, les auteurs ont estimé que si elle se poursuivait au rythme actuel, "la déforestation à venir au Congo réduira les précipitations locales de 8 à 10% en 2100". Leurs conclusions "fournissent un argument convaincant en faveur de la conservation des forêts tropicales pour soutenir la résilience climatique régionale".

<https://www.nature.com/articles/s41586-022-05690-1>

Pour réduire les émissions dues aux transports et lutter contre le changement climatique, les États-Unis, l'Union européenne et la Chine "s'appuient fortement" sur les véhicules électriques, a rapporté *Business & Human Rights*. Toutefois le *Transition Minerals Tracker* "a documenté des centaines d'allégations de violations des droits de l'homme et de l'environnement liées à l'extraction des minéraux de la transition énergétique" nécessaires aux batteries des véhicules électriques.

<https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/somo-exposes-the-scale-of-the-rush-for-battery-minerals-it-can-be-avoided-through-a-transport-transition/>

Environnement

Deforestation Inc., une enquête transfrontalière menée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), a examiné le système mondial d'auditeurs environnementaux fournissant des certificats de durabilité à des industries telles que l'exploitation forestière pour lutter contre la déforestation et le changement climatique. « L'ICIJ a examiné les dossiers d'inspections, les données sur les violations environnementales et les dossiers judiciaires concernant des entreprises d'au moins 50 pays. L'analyse a identifié 48 cabinets d'audit qui avaient déclaré durables les pratiques d'entreprises de l'industrie des produits forestiers alors qu'elles avaient été accusées d'infractions telles que l'exploitation

forestière dans les terres forestières autochtones et les réserves protégées, l'utilisation de faux permis et l'importation de bois récolté illégalement. Dans le cadre de l'enquête, l'ICIJ a exposé le rôle des intermédiaires et des organismes de certification tels que le Forest Stewardship Council dans « le commerce largement condamné du teck du Myanmar » et les « failles plus larges du système mondial destiné à prévenir la déforestation et à lutter contre le changement climatique ». L'enquête était « basée sur des fuites de fichiers de l'agence fiscale du Myanmar, des données commerciales accessibles au public et des entretiens avec des commerçants de teck dans 11 pays. Les fichiers confidentiels - la plupart datant de 2021 et 2022 - ont été partagés avec l'ICIJ par Justice for Myanmar, un groupe de défense des droits de l'homme, le média britannique Finance Uncovered et Distributed Denial of Secrets, un groupe de transparence des données. »

<https://www.icij.org/investigations/deforestation-inc/auditors-green-labels-sustainability-environmental-harm/>;
https://insideclimatenews.org/news/07032023/myanmar-teak-deforestation/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=3fba45c0a9-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_11_02_00&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-3fba45c0a9-328765186

En 2020, l'organisation basée au Royaume-Uni Earthsight a publié un rapport accusant le géant paraguayen de l'emballage de viande Minerva et sa filiale Frigorifico Concepcion "d'avoir acheté du bétail élevé par deux éleveurs responsables de l'accaparement illégal de terres et du défrichage illégal des forêts, le tout sur les terres ancestrales des peuples autochtones dans le Grand Chaco. L'ONG Global Witness a assuré un suivi pour voir si cette accusation affectait le financement de Minerva. Elle a constaté que depuis le rapport, "de nombreux organismes financiers de premier plan continuent de financer Minerva, certains en détenant des parts dans la société ou même en augmentant ces dernières" ou en "garantissant des émissions d'obligations d'une valeur de millions de dollars". Toutes les sociétés financières concernées sauf une (la néerlandaise APG, BNP Paribas, la banque espagnole Santander, l'américaine Blackrock, HSBC, JPMorgan et Vanguard) « sont signataires, soit de l'initiative Net Zero Asset Manager, soit de la Net Zero Banking Alliance », et deux sont membres des deux. Pourtant, ils soutiennent une entreprise "impliquée dans la crise de la déforestation au Paraguay, pays qui a perdu un quart de sa couverture forestière nette entre 2000 et 2020, selon Global Forest Watch". « Notre analyse suggère que ces initiatives n'incitent pas suffisamment les institutions financières à retirer de leurs portefeuilles la déforestation et les violations des droits de l'homme comme celles constatées dans le Gran Chaco. Il semble qu'il n'y ait pas de conséquences réelles à ne pas respecter les délais volontaires et les risques en termes d'image ne suffisent manifestement pas à empêcher les grandes banques et les institutions financières de prêter aux entreprises engagées dans la déforestation.

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/cash-cattle-and-the-gran-chaco/>

Les crédits carbone permettent à un organisme d'augmenter ses émissions de carbone si elle paie un autre organisme pour réduire, d'un montant égal, les émissions du même polluant. Au Brésil, un programme appelé Jari Para dans la vallée du Jari "vise à réduire les émissions de chaleur d'origine végétale dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et à protéger la biodiversité en soutenant les moyens locaux de gagner sa vie, comme la transformation des noix du Brésil, qui préserve l'intégrité des arbres et de leur carbone stocké", selon *Reuters*. Le projet couvre environ 497 000 hectares (1,23 million d'acres. Jari Para a vendu des crédits carbone pour l'ensemble des terres, bien que 386 000 hectares soient "enregistrés comme propriété publique en 2018" et que le projet n'ait pas eu l'autorisation du gouvernement pour effectuer la vente. Cela a de nouveau mis au premier plan le problème historique des titres fonciers au Brésil, compliqué par "des actes de propriété irréguliers délivrés par des bureaux notariaux locaux qui n'ont jamais été vérifiés par les autorités gouvernementales".

https://www.context.news/nature/in-brazils-amazon-carbon-credit-project-halted-over-land-dispute?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate

Liberté d'expression et liberté de la presse

Dans son rapport annuel, la Plateforme du Conseil de l'Europe pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes indique que 289 alertes de sécurité (menaces graves pour la sécurité des journalistes et la liberté des médias) ont été envoyées par des organisations partenaires en 2022 concernant 37 pays, en hausse de 7 pays par rapport à 2021, et qu'il y a eu « une augmentation de 60% du nombre de journalistes en prison fin 2022 en Europe, portant ce nombre à 127 personnes".

<https://balkaninsight.com/2023/03/07/coe-platform-records-continued-degradation-in-press-freedom-in-2022/>

Égalité des sexes

"Des chercheurs ont estimé l'égalité des sexes dans 1156 pays en utilisant un" indice mondial modifié de l'écart entre les sexes ", qui est basé sur un indice développé par le Forum économique mondial (WEF) entre 2010 et 2021", et des données sur l'espérance de vie de la Banque mondiale. Ils ont écrit, « dans un rapport publié dans *PLOS Global Public Health* : « À l'échelle mondiale, une plus grande égalité des sexes est associée à une plus longue [espérance de vie] pour les femmes et les hommes et à un élargissement de l'écart entre les sexes dans [l'espérance de vie].

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0001214> ;

https://www.npr.org/2023/03/08/1161902940/international-womens-day-gender-equality-life-expectancy?utm_campaign=morning_rounds&utm_medium=email&_hsmi=249413462&_hsenc=p2ANqtz--2-ma3Z1GyudvcOL7Elgq2CgWiAuaWVE4dwGqa_eZa0ISuhWd8aDcN4NJ40CNEPXTpsOoKJHwaEahXCTmmI97hwxVqlw&utm_content=249413462&utm_source=hs_email

Dossiers médicaux

« La prévalence des troubles hépatiques et du syndrome métabolique a augmenté chez les jeunes. Le glyphosate, l'herbicide le plus utilisé dans le monde, pourrait contribuer au développement de ces pathologies », selon *Environmental Health Perspectives*. Une équipe de chercheurs a entrepris d'étudier « si l'exposition à vie au glyphosate et à son produit de dégradation [...] (AMPA) » en est une cause. En se concentrant sur la Californie, aux États-Unis, ils ont utilisé les données du Center for the Health Assessment of Mothers and Children de Salinas et du California Pesticide Use Reporting et ont conclu que « l'exposition des enfants au glyphosate et à l'AMPA peut augmenter le risque de troubles hépatiques et cardio-métaboliques au début de l'âge adulte, ce qui pourrait conduire à des maladies plus graves plus tard dans la vie.

<https://ehp.niehs.nih.gov/doi/10.1289/EHP11721>

A l'aide des données de la base de données publique sur les politiques mondiales en matière d'avortement, une équipe de chercheurs a analysé « les sanctions pénales en vigueur pour ceux qui demandent, fournissent et aident des avortements dans 182 pays ». Ils ont constaté que "134 pays pénalisent les demandeurs d'avortement, 181 pays pénalisent les prestataires d'avortement et 159 pays pénalisent les personnes qui fournissent une aide à des avortements", et que 34 pays "restreignent la diffusion d'informations sur l'avortement". Dans un article de *BMJ Global Health*, ils ont décrit « les sanctions spécifiques auxquelles sont confrontés les demandeurs d'avortement et les prestataires, les facteurs susceptibles d'augmenter ou de réduire ces sanctions et les sources juridiques de ces sanctions. Les résultats fournissent des preuves supplémentaires de l'arbitraire et du potentiel de stigmatisation associés à la criminalisation de l'avortement et renforcent les arguments en faveur de la dépénalisation.

<https://gh.bmj.com/content/8/3/e010405>

A l'aide de la « base de données nationale sur le cancer aux États-Unis, un ensemble de données d'oncologie à l'échelle nationale qui réunit environ 70 % de tous les cas de cancer du sein nouvellement diagnostiqués aux États-Unis », les chercheurs ont étudié les dossiers de 107 207 patientes ayant subi une intervention chirurgicale entre janvier 2010 et décembre 2017 » et reçu un type de chimiothérapie connu sous le nom de NACT. Ils ont constaté qu'il y avait des « différences raciales et ethniques significatives » dans les réponses au traitement, mais celles-ci variaient selon le type de tumeur dont souffrait le patient, ont-ils rapporté dans *JAMA*.

https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2802892?utm_term=033023&utm_campaign=ftm_links&utm_medium=referral&_hsmi=252505538&_hsenc=p2ANqtz--j2_psRUiIwJEfI4aT6R103TBvEJkXx-GBhW1mDT_y4uvWtBL8JRSmnRVAH_8k7A2Z0uYulFvIOLDBOvSzZZ1y9qeaQ&utm_source=For_The_Media

Migration

Un incendie dans un centre de détention mexicain a tué 39 migrants. "Les autorités ont dû faire face à un examen de plus en plus minutieux de leur gestion de la catastrophe après que des images de vidéosurveillance ont montré des gardes qui s'enfuyaient alors que les flammes englobaient une cellule avec des migrants enfermés à l'intérieur." Les décès font l'objet d'une enquête en tant qu'homicides présumés, selon le *Guardian*, avec deux agents fédéraux, un responsable de l'immigration et cinq membres d'une société de sécurité privée "identifiés comme présumés responsables" pour ne pas avoir ouvert les portes.

https://www.theguardian.com/world/2023/mar/30/migrant-deaths-at-mexican-detention-facility-centre-investigated-as-suspected-homicide?utm_source=substack&utm_medium=email

Vie privée. "Des initiés de Twitter ont déclaré à la *BBC* que la société n'était plus en mesure de protéger les utilisateurs contre la pêche à la traîne, la désinformation coordonnée par l'État et l'exploitation sexuelle des enfants, à la suite de licenciements et de changements depuis qu'Elon Musk est propriétaire." Une journaliste de la *BBC* a autorisé une équipe du Centre international des journalistes et de l'Université de Sheffield à suivre ses messages haineux "et leurs données ont révélé que les abus dont je suis victime sur *Twitter* avaient plus que triplé depuis que M. Musk a pris le relais, par rapport à la même période de l'année d'avant."

<https://www.bbc.com/news/technology-64804007>

Archives religieuses. Le Vatican "a formellement désavoué la "doctrine de la découverte", théories soutenues par des" bulles papales "[décrets] du XVe siècle qui légitimaient la saisie des terres autochtones à l'époque coloniale et constituent aujourd'hui la base de certaines lois sur la propriété", selon *AP*. Les décrets " ne reflétaient pas de manière adéquate l'égalité de la dignité et des droits des peuples autochtones ", et n'ont jamais été considérés comme des expressions de la foi catholique", a déclaré le Vatican. "Les dirigeants autochtones ont accueilli la déclaration comme un premier pas dans la bonne direction, même si elle n'a pas abordé l'annulation des bulles elles-mêmes et a continué à prendre ses distances par rapport à la reconnaissance de la culpabilité réelle du Vatican dans les abus."

https://apnews.com/article/vatican-indigenous-papal-bulls-pope-francis-062e39ce5f7594a81bb80d0417b3f902?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_medium=Afternoon_Wire&utm_source=Sailthru&utm_campaign=AfternoonWire_March30_2023&utm_term=Afternoon%20Wire

L'Arche est une communauté chrétienne de Trosly-Breuil, en France, qui a été fondée en 1964 par Jean Vanier, ancien officier catholique canadien et de la Royal Navy. Suite à une plainte déposée au cours de la dernière décennie affirmant que Vanier exploitait sexuellement des femmes, la communauté a «chargé des chercheurs indépendants» d'enquêter. Les chercheurs ont produit deux rapports, et cette histoire de près de 900 pages a montré que le mouvement de L'Arche "reposait sur une 'secte' secrète, mystico-sexuelle, et a été fondée dans le but précis de cacher des autorités ecclésiastiques les activités déviantes de la secte », a écrit *AP*. "La correspondance privée et les archives de l'église [ont été] récemment mises à la disposition des chercheurs mandatés par L'Arche" ; ceux-ci "ont identifié au moins 25 femmes dont Vanier a abusé". Ils ont déclaré que les pratiques déviantes ne s'étendaient pas aux autres communautés de L'Arche, qui sont au nombre de plus de 150 dans 37 pays.

https://apnews.com/article/vatican-larche-catholic-abuse-disabilities-vanier-philippe-cb07166b8eda78a8a446a1c7a22008cb?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_medium=Morning_Wire&utm_source=Sailthru&utm_campaign=MorningWire_March28_2023&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Esclavage. En 2020, le propriétaire du *Guardian*, Scott Trust, a commandité une recherche universitaire "pour enquêter sur l'existence d'un lien historique entre l'esclavage et John Edward Taylor, le journaliste et marchand de coton qui a fondé le journal en 1821, et les autres hommes d'affaires de Manchester qui ont financé sa création ", selon le *Guardian*. "Le rapport Scott Trust sur les séquelles de l'asservissement ... a révélé que Taylor, et au moins 9 de ses 11 soutiens, avaient des liens avec l'esclavage, principalement par le biais de l'industrie textile. L'équipe de recherche a été "capable d'identifier les liens de Taylor avec les plantations des Sea Islands, le long de la côte de la Caroline du Sud et de la Géorgie, après avoir examiné un carnet de factures montrant que Shuttleworth, Taylor & Co a reçu du coton de la région, qui comprenait les initiales et les noms des propriétaires de plantations et des esclavagistes. Le Trust a présenté des excuses et a déclaré qu'il prévoyait d'investir plus de 10 millions de livres dans des "communautés de descendants liées aux fondateurs du *Guardian* au XIXe siècle".

https://www.theguardian.com/news/2023/mar/28/guardian-owner-apologises-founders-transatlantic-slavery-scott-trust?utm_source=substack&utm_medium=email

<https://www.hull.ac.uk/research/institutes/wilberforce/the-scott-trust-legacies-of-enslavement-report>

Technologie. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste a publié un rapport au Conseil des droits

de l'homme sur les "implications pour les droits de l'homme du développement, de l'utilisation et du transfert de nouvelles technologies dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le terrorisme", et la prévention de l'extrémisme violent. Après avoir exprimé des inquiétudes quant aux utilisations de la biométrie, des drones, de l'intelligence artificielle dans la lutte contre le terrorisme, et des technologies de cybersurveillance, sa première recommandation aux États est « d'adopter une législation nationale complète protégeant les droits individuels et les droits des groupes dans la collecte de données fondée sur des motifs de sécurité nationale, de lutte contre le terrorisme, d'extrémisme violent ou d'extrémisme ».

[Une experte de l'ONU dénonce le détournement des technologies de surveillance antiterroristes | ONU Info](#)

Des documents divulgués par NTC Vulkan, un sous-traitant de la défense moscovite, aux agences de renseignement russes, "suggèrent que l'entreprise soutenait des opérations comprenant à la fois la désinformation des médias sociaux et la formation pour perturber à distance des cibles réelles, telles que les systèmes de contrôle maritime, aérien et ferroviaire", selon le *Washington Post*, *Spiegel* et d'autres médias. Parmi les plus de 5 000 pages de documents figurent " des courriels internes à l'entreprise, des dossiers financiers et des contrats qui montrent à la fois l'ambition des cyber-opérations de la Russie et l'ampleur du travail que Moscou a externalisé.

<https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/03/30/russian-cyberwarfare-documents-vulkan-files/>

<https://www.spiegel.de/thema/vulkanfiles/>

Seconde Guerre mondiale. Vingt-quatre membres de l'ONG philippine Malaya Lolas (Grand-mères libres) qui soutient les survivantes de l'esclavage sexuel par les forces armées japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale ont déposé une plainte auprès du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), affirmant que le gouvernement n'avait pas soutenu leurs demandes de réparation contre le Japon, ce qui a entraîné une "discrimination continue". En réponse à la plainte, le CEDEF "a appelé les autorités à fournir une réparation complète et des excuses officielles aux survivantes, qui ont subi des décennies de séquelles physiques, psychologiques et autres". Les Philippines sont signataires du traité CEDEF, et le Comité « a conclu que les Philippines avaient manqué à leurs obligations en vertu de la Convention CEDEF ».

https://news.un.org/en/story/2023/03/1134317?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=b786bf89f9-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_09_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-b786bf89f9-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

"Environ 150 000 Coréens ont été forcés de travailler dans des usines et des mines au Japon" pendant la Seconde Guerre mondiale, "en raison de la colonisation japonaise de la péninsule coréenne de 1910 à 1945 », explique *BBC News*. « En 2018, la Cour suprême de Corée du Sud a ordonné aux entreprises japonaises d'indemniser 15 victimes de travail forcé. Mais les entreprises, dont Mitsubishi et Nippon Steel, ont refusé. Le gouvernement sud-coréen "a accepté de manière controversée de verser une compensation à ses propres citoyens qui ont été forcés de travailler dans des usines japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale » en utilisant les "dons" des "entreprises sud-coréennes qui ont bénéficié d'un traité d'après-guerre de 1965". "Tant les victimes que les opposants au plan en Corée du Sud ont critiqué l'accord, affirmant qu'il ne tenait pas le Japon pour responsable. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2018-10.

<https://www.bbc.com/news/world-asia-64858944>

"Anju Niwata, jeune militante pacifiste japonaise née et élevée à Hiroshima, a lancé un projet intitulé "Rebooting Memories", qui consiste à colorier des photos prises dans la ville avant la guerre, mettant en scène des survivants, ainsi que les familles et les lieux détruits dans les bombardements", selon *UN News*. L'ONU a salué le projet "comme un moyen de donner un nouveau souffle aux conversations sur la paix et un monde sans armes nucléaires".

https://news.un.org/en/story/2023/03/1134662?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=7dfdde995d-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_21_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-7dfdde995d-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Actualités bilatérales et multilatérales.

Algérie/Maroc. Fin février, la « directrice des Archives royales du Maroc, Bahija Simou, a dit que la souveraineté du Maroc s'étendait au Sahara Occidental mais aussi au Sahara Oriental (qui fait partie de l'Algérie). En réponse à cette affirmation, le chef d'état-major de l'armée algérienne a déclaré que l'armée "est prête à couper la main de ceux qui veulent saper la souveraineté de l'Algérie », selon *CrisisWatch*.

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Guerre des Balkans. L'ONG serbe Centre de droit humanitaire (HCL) a publié un dossier « sur les crimes commis par l'unité paramilitaire de la Garde volontaire serbe, également connue sous le nom de Tigres d'Arkan, et a exhorté les autorités de Belgrade à poursuivre tous les suspects encore en vie ». Les documents du dossier montrent que des membres de l'unité ont « participé à des meurtres, des captures, des emprisonnements, des mauvais traitements et des déplacements forcés de civils » dans diverses régions de Croatie et de Bosnie-Herzégovine entre 1991 et 1995. Le dossier est « basé sur des documents policiers et militaires communicables au public et des témoignages du Tribunal de La Haye, la couverture médiatique des crimes de l'unité et des témoignages recueillis par le HLC... Dans le dossier, le HLC identifie nommément 189 membres présumés de la Garde des volontaires serbes.

<https://balkaninsight.com/2023/03/23/serbia-urged-to-prosecute-arkans-paramilitaries-for-war-crimes/>

Le procès de Dusan Loncar, ancien commandant de l'armée yougoslave accusé du meurtre de sept civils à Lovas, en Croatie, en octobre 1991, s'est ouvert à Belgrade. L'acte d'accusation indique qu'il a donné l'ordre d'attaquer le village de Lovas et de le « nettoyer » ; Loncar "a déclaré qu'il n'avait pas donné l'ordre d'attaquer Lovas et qu'il ne reconnaissait pas la signature sur ce document comme la sienne", d'après HLC.

<http://www.hlc-rdc.org/?p=38749&lang=de>

Caraïbes. L'ONG Migration Policy Institute a publié un « examen des politiques » de « Migration, intégration et engagement de la diaspora dans les Caraïbes ». Un tableau particulièrement utile fournit une comparaison des diverses voies d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté dans les pays des Caraïbes. L'une des recommandations est la suivante : « Pour faciliter la recherche et l'élaboration de politiques efficaces, il est essentiel d'étendre et d'améliorer la collecte de données et de garantir une diffusion et une transparence efficaces. Veiller par exemple à ce que les données soient ventilées par nationalités pourrait faciliter la recherche et la compréhension des transferts de fonds et des indicateurs liés à l'intégration, tels que l'accès à l'éducation et aux soins de santé et l'inclusion économique (y compris les taux de chômage, les types d'emploi et les revenus). Il y a également un manque notable de données sur les migrants irréguliers, ce qui laisse sans réponse des questions telles que la proportion de migrants irréguliers et le nombre de migrants irréguliers qui font partie de la population active. Enfin, il est crucial de veiller à ce que les données soient transparentes et accessibles en ligne par des moyens publics. Les données sur les compétences et les besoins en main-d'œuvre et la reconnaissance des compétences et des qualifications acquises à l'étranger, par exemple, seront essentielles aux efforts visant à mettre les diasporas au service du développement.

https://www.migrationpolicy.org/research/migration-caribbean-policy?utm_source=substack&utm_medium=email

France/Russie/Ukraine. Le parlement français a reconnu "le caractère génocidaire de la famine forcée et planifiée par les autorités soviétiques contre la population ukrainienne en 1932 et 1933", selon *Al Jazeera*.

<https://www.aljazeera.com/news/2023/3/29/french-mps-recognise-ukraine-soviet-era-famine-as-genocide>

Irak/États-Unis. Pendant la guerre en Irak, le département américain de la Défense (DoD) a collecté des données biométriques sur environ 3 millions d'Irakiens, données que les États-Unis continuent de détenir, d'après la *Fondation Thomson Reuters*. Les États-Unis ont également créé "une base de données parallèle pour le gouvernement irakien", et les "dossiers d'approvisionnement" du DoD en 2022 ont montré qu'ils recherchaient "des sous-traitants pour aider le ministère irakien de l'Intérieur à maintenir ses bases de données biométriques". Un Irakien dont les données ont été prises a déclaré au journaliste : « Avant ils

[les États-Unis] avaient une raison. Ils contrôlaient la région et imposaient leur contrôle. Maintenant, ils ont officiellement et formellement quitté l'Irak. Ils n'ont aucune justification pour conserver nos données.

https://www.context.news/digital-rights/why-does-the-us-still-retain-the-biometrics-of-millions-of-iraqis?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance

Israël/Palestine. Le Bureau du représentant de l'Union européenne (Cisjordanie et bande de Gaza, UNRWA) a publié un rapport sur les démolitions et les saisies en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-est, en 2022. Dans toute la zone, « un total de 953 structures ont été démolies ou saisies ...le nombre le plus élevé enregistré depuis 2016 ; » la construction de 101 d'entre elles avait été financée par l'UE ou des États membres de l'UE. Ce pic de 6 ans « s'est accompagné d'une montée en flèche de l'ampleur et de la gravité de la violence des colons ; 849 incidents de colons ont été enregistrés en 2022, ce qui représente une augmentation de 58 % par rapport à 2021 et une augmentation de 123 % par rapport à 2020. » Le rapport a utilisé à la fois des données de l'UE et de l'ONU.

https://www.eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/one-year-report-0_en?s=206

Guerre au Proche-Orient. « Le *Guardian*, dans le cadre d'une enquête avec l'organisme de surveillance à but non lucratif Airwars, a maintenant identifié six frappes dans la ville irakienne de Mossoul qui ont tué des civils et semblent avoir été menées par les forces britanniques en 2016 et 2017." Les enquêteurs "ont passé au peigne fin les déclarations publiques et les informations des deux côtés de l'Atlantique, y compris 1300 documents de la coalition détaillant des cas individuels de victimes civiles publiés par l'armée américaine en décembre 2021 à la suite d'une demande d'accès à l'information du *New York Times*. Ces documents ont été recoupés avec les mises à jour régulières du ministère de la Défense sur les frappes, ainsi que les dates et les lieux de toutes les attaques au cours desquelles l'armée britannique a affirmé avoir tué ou blessé des combattants de l'IS [État islamique], qui ont été communiqués à Airwars après des demandes de liberté d'information." »

<https://www.theguardian.com/world/2023/mar/21/multiple-civilian-deaths-linked-to-2016-17-british-airstrikes-against-is-in-mosul>

Guerre en Ukraine. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a soumis un rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. « L'ensemble des preuves recueillies montre que les autorités russes ont commis un large éventail de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans de nombreuses régions d'Ukraine et de la Fédération de Russie. Il documente également "un petit nombre de violations commises par les forces armées ukrainiennes, y compris des attaques aveugles probables et deux incidents qualifiés de crimes de guerre". Au cours de son année de fonctionnement, la Commission a mené 610 entretiens, « inspecté des sites détruits, des tombes, des lieux de détention et de torture, ainsi que des restes d'armes ; elle a également consulté des documents, des photographies, des images satellite et des vidéos. La Commission a déclaré avoir eu "des réponses écrites à ses questions aux responsables ukrainiens", mais n'a pas reçu de réponses de la Fédération de Russie aux demandes officielles, bien que, curieusement, une "institution gouvernementale russe anonyme ait transmis à la Commission des documents qu'elle a examinés." »

https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/coiukraine/A_HRC_52_62_AUV_EN.pdf

Nouvelles nationales

Argentine. Le *New York Times* a fait un point sur les enquêtes et les procès en cours concernant les crimes commis pendant la dictature de 1976 à 1983.

<https://artdaily.cc/news/155318/Oscar-nominated-film-depicts-road-to-justice-that-is-permanently-alive-#.ZDRICrDMK5c>

Australie. La Commission de la vérité de Yoorrook, dans l'État de Victoria, a entamé une troisième série d'auditions, selon *justiceinfo.net*. Se concentrant sur les enfants des Premières nations qui ont été enlevés de force à leurs foyers, la Commission a appris que les enfants enlevés "ont été traités selon des procédures criminelles". Une famille qui a eu accès aux dossiers officiels des enfants a trouvé des "commentaires racistes flagrants" sur les parents et les enfants et a également constaté que dans un cas de blessure grave,

aucun dossier médical n'existait. L'ONG Aboriginal Justice Caucus a déclaré à la Commission "que 93% des enfants autochtones quittaient le système [actuel] de protection de l'enfance avec une accusation criminelle à leur nom" et "les données de 2021 de la Commission de Victoria pour les enfants et les jeunes ... ont révélé que les enfants autochtones étaient neuf fois plus susceptibles que les enfants non autochtones d'être placés sous la garde de la justice pour mineurs". Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2023-02.

https://www.justiceinfo.net/en/113364-voorrook-truth-commission-cold-light-child-protection-system.html?mc_cid=27b40f094f&mc

Biélorussie. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a publié un rapport sur l'élection présidentielle de 2020 et ses conséquences violentes. Il s'appuie sur "l'analyse détaillée de 207 entretiens" et sur "plus de 2500 informations et éléments de preuve" ("photographies, vidéos, déclarations publiques de responsables, rapports, copies de dossiers médicaux originaux, documents judiciaires et autres données numériques") que le Bureau a "collectés, conservés et analysés". Il a constaté des "violations systématiques, généralisées et flagrantes des droits de l'homme" de la part des autorités gouvernementales, notamment le "décès illégal" d'au moins cinq personnes, des actes de torture et des mauvais traitements, plus de 100 cas de violence sexuelle et sexiste, et "l'arrestation arbitraire de dizaines de milliers de personnes".

<https://www.jurist.org/news/wp-content/uploads/sites/4/2023/03/G2300897.pdf>

Bermudes. Le ministre des Affaires juridiques et de la Réforme constitutionnelle a déclaré au Parlement que "les incidents de vengeance pornographique visant les jeunes Bermudiens ont augmenté pendant la pandémie de coronavirus (COVID-19)", d'après *Loop News*. Mais depuis l'entrée en vigueur des lois contre la vengeance pornographique en juin 2021, "peu d'incidents ... ont été rapportés au directeur des Poursuites publiques".

https://caribbean.loopnews.com/content/bermuda-reports-spike-revenge-porn-cases-among-youth?utm_source=substack&utm_medium=email

Canada. Le Canada a abrogé "des lois historiques sur l'indécence et l'avortement visant les femmes et la communauté LGBTQ", selon *Reuters*. En abrogeant ces lois, les personnes ayant déjà été condamnées peuvent demander gratuitement une ordonnance d'annulation en vertu de la loi de 2018 sur l'annulation des condamnations historiquement injustes, qui permet la destruction définitive des "dossiers de condamnation historiquement injustes". Les demandeurs auront besoin d'informations concernant la condamnation pour répondre à certains critères. Si la personne condamnée est décédée, un membre de sa famille ou un administrateur peut faire une demande en son nom."

https://www.reuters.com/world/americas/canada-repeals-historic-laws-targeting-women-lgbtq-community-2023-03-07/?utm_source=reddit.com

Chili. Le président Gabriel Boric a déclaré que le gouvernement, avec les groupes de familles de détenus disparus, allait élaborer un "plan national de recherche" pour les quelque 1 200 victimes de la dictature de Pinochet (1973-1990) dont les dépouilles n'ont pas encore été retrouvées, selon *EFE*. Ce plan s'appuiera sur l'expérience et les connaissances acquises lors des recherches menées dans d'autres pays de la région, notamment l'Argentine, l'Uruguay, le Pérou, le Paraguay et la Colombie. "Les chiffres officiels montrent que quelque 3 200 personnes ont été tuées par des agents du gouvernement de Pinochet, tandis que 40 000 autres ont été torturées et emprisonnées arbitrairement." https://www.laprensa.com/search-for-pinochet-era-missing-a-moral-duty-chilean-president-says/?emci=78f52a8e-efc7-ed11-a8e0-00224832e811&emdi=dcbd37dc-f0c7-ed11-a8e0-00224832e811&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Chine. Le gouvernement a annoncé une réorganisation qui comprend la création d'un bureau national des données "chargé de coordonner le partage et le développement des ressources en matière de données, ainsi que de planifier l'économie numérique et de promouvoir des initiatives", rapporte *Reuters*. "La création du bureau des données reflète les craintes croissantes que la collecte non contrôlée de données par des entreprises privées et le transfert transfrontalier de données ne présentent des risques pour la sécurité nationale."

https://www.reuters.com/world/china/what-is-chinas-new-government-restructuring-plan-2023-03-08/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=030823

Colombie. La Croix-Rouge a déclaré que "le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays ... a augmenté de manière significative l'année dernière alors que plusieurs groupes armés se sont battus pour le contrôle des zones rurales du pays". En 2022, "plus de 123 000 personnes ont dû fuir leurs maisons dans les zones rurales ... pour échapper au conflit, soit une augmentation de 60% par rapport à 2021", tandis qu'"environ 39 000 personnes ont été confinées dans leurs villages pendant des jours ou des semaines, en raison des menaces des groupes armés".

https://apnews.com/article/red-cross-violence-displaced-people-colombia-rebels-4cbf6e040a96793a3b2e1d6f71852596?emci=eb2193d0-4cca-ed11-a8e0-00224832e811&emdi=7e03b2dc-4dca-ed11-a8e0-00224832e811&ccid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

République populaire démocratique de Corée. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a publié un rapport sur les "enlèvements et disparitions forcées commandités par l'État" entre 1950 et 2016. "Les cas suivent deux modèles : les détentions arbitraires à l'intérieur de la RPDC de ses ressortissants, dont le lieu de détention et le sort ont été tenus secrets, et les disparitions forcées d'étrangers. Il s'agit notamment d'enlèvements de ressortissants de la République de Corée pendant et après la guerre de Corée, de non-rapatriement de prisonniers de guerre, et d'enlèvements ou de disparitions forcées de ressortissants du Japon et d'autres pays". Le rapport est basé sur 80 entretiens avec des victimes, des consultations avec des groupes de victimes et des organisations de la société civile à l'aide d'un questionnaire écrit, "des documents soumis par des familles et des organisations de la société civile, et d'autres informations accessibles au public".

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/korea-dpr/These-ounds-do-not-heal-EN.pdf>

Équateur. "L'Assemblée nationale équatorienne... a voté en faveur de la déclassification de documents liés à des enquêtes sur des allégations de corruption dans des entreprises publiques, dans le but de renforcer les charges à l'encontre du président Guillermo Lasso en vue de sa destitution », selon *Reuters*. La résolution "permet aux législateurs d'accéder aux registres des visiteurs de la présidence et aux informations provenant de l'autorité de régulation des entreprises". Apparemment, la déclassification n'est destinée qu'aux législateurs et non au public.

https://www.reuters.com/world/americas/ecuador-lawmakers-declassify-documents-bid-impeach-lasso-2023-03-14/?utm_source=substack&utm_medium=email

Égypte. Human Rights Watch a déclaré que les autorités égyptiennes refusent de "fournir ou de renouveler les documents d'identité de dizaines de dissidents, de journalistes et de militants des droits de l'homme vivant à l'étranger", dans une tentative apparente de "faire pression sur eux pour qu'ils retournent en Égypte où la persécution est quasi-certaine". L'impossibilité d'obtenir des certificats de naissance ou de renouveler des documents essentiels tels que les passeports et les cartes d'identité a entravé l'accès aux droits fondamentaux des dissidents à l'étranger et des membres de leur famille à leur charge. Cela a effectivement compromis leur capacité à voyager, à vivre et à travailler légalement et a parfois entravé leur possibilité d'obtenir des soins médicaux et des services éducatifs essentiels ou de retrouver d'autres membres de leur famille."

<https://www.hrw.org/news/2023/03/13/egypt-dissidents-abroad-denied-identity-documents>

Salvador. Au cours de la première année complète d'application des mesures d'urgence antigang, "66417 personnes ont été arrêtées et 4304 ont été libérées. Les groupes de défense des droits affirment qu'il y a eu 11 décès en détention et 5 802 cas présumés de violation des droits", selon *AP*.

https://abcnews.go.com/International/wireStory/el-salvador-marks-year-anti-gang-crackdown-98167162?emci=ab108e60-30ced11-a8e0-00224832e811&emdi=c2905cc4-31ce-ed11-a8e0-00224832e811&ccid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a "exprimé sa préoccupation concernant les détentions massives et autres mesures mises en œuvre pendant l'état d'urgence". Le porte-parole du HCDH a déclaré qu'au moins 65 000 personnes, dont des enfants, ont été détenues au cours de l'année et a jugé

"particulièrement inquiétant le fait que 90 personnes seraient mortes en détention depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, et que l'on ne dispose que d'informations limitées sur le déroulement des enquêtes relatives à ces décès". L'institution nationale des droits de l'homme du Salvador a "recueilli près de 8 000 plaintes pour violation des droits des prisonniers".

https://news.un.org/en/story/2023/03/1135097?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=99d7f4a2f3-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_29_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-99d7f4a2f3-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Iran. Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran a fait rapport au Conseil des droits de l'homme sur la mort en garde à vue de Jina Mahsa Aini le 16 septembre 2022 et sur les manifestations et la répression policière qui ont suivi. Il a retracé la séquence des documents relatifs à sa mort : l'Organisation de la médecine légale a d'abord publié une déclaration indiquant que la mort n'a pas été causée par des coups, conclusion ensuite confirmée par 30 rapports; puis le chef du Conseil médical provincial a déclaré dans une lettre publique que les signes sur les photos étaient compatibles avec une blessure à la tête ; 800 membres du Conseil médical ont critiqué le chef du Conseil pour son intervention ; enfin un groupe de médecins légistes de Shiraz a protesté contre "l'ingérence des forces de sécurité dans leur travail et a réfuté la cause officielle de la mort." La famille de Jina Mahsa Amini s'est vu refuser l'accès au rapport d'autopsie et a subi des menaces et des pressions de la part des autorités. Les enregistrements de l'arrestation de Jina Mahsa Amini n'ont pas été diffusés.

<https://news.un.org/en/story/2023/03/1134782>

Israël. Dans le numéro de février de *SAHR News*, j'avais placé Kafr Qassim en Palestine et non en Israël. C'était une erreur ; il s'agit d'un village en Israël. Merci à Zohar Aloufi pour la correction.

Libye. La mission indépendante de l'ONU d'établissement des faits sur la Libye a publié son rapport final, "concluant qu'il y a des raisons de croire qu'un large éventail de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité ont été commis par les forces de sécurité de l'État et les milices armées". Depuis sa création en 2020 pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises depuis le début de l'année 2016, elle a effectué "13 missions, mené plus de 400 entretiens et recueilli plus de 2 800 éléments d'information, y compris des images photographiques et audiovisuelles." La Mission partagera avec la Cour pénale internationale "les documents pertinents et les conclusions qu'elle a recueillies [...] ainsi qu'une liste de personnes qu'elle a identifiées comme auteurs possibles de violations des droits de l'homme et de crimes internationaux".

<https://reliefweb.int/report/libya/report-independent-fact-finding-mission-libya-ahrc5283-advance-edited-version-enar>

Mexique. Des documents internes du ministère de la Défense nationale divulgués par le groupe de pirates informatiques Guacamaya ont révélé que l'armée surveille (entre autres) les femmes féministes de Mexico, dont certaines sont mineures, et les étudiants de l'université nationale autonome du Mexique, a rapporté *Serendipia*.

https://serendipia.digital/investigacion/el-ejercito-mexicano-espia-a-feministas/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance

Un document publié par Guacamaya montre "que les forces armées du pays ont utilisé Pegasus [logiciel espion] pour intercepter les communications entre le militant Raymundo Ramos et plusieurs journalistes concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires par l'armée", selon le *Guardian*. Après avoir pris connaissance des allégations de violations des droits de l'homme, le Congrès a décidé de "créer une commission fédérale chargée d'enquêter".

https://www.theguardian.com/world/2023/mar/15/mexico-to-investigate-alleged-human-rights-abuses-by-military-after-spying-claims?emci=fc370d50-35c3-ed11-a8e0-00224832e811&emdi=e5527d49-36c3-ed11-a8e0-00224832e811&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

L'ONG américaine National Security Archive a mis en ligne 20 documents provenant de la fuite de Guacamaya de dossiers militaires mexicains qui révèlent que l'armée mexicaine avait placé l'école normale d'Ayotzinapa "sous surveillance et considérait ses étudiants comme des subversifs", bien avant

que les 43 jeunes hommes de l'école ne disparaissent par la force en 2014. "Les archives militaires révèlent également que le ministère mexicain de la Défense nationale s'est efforcé de soustraire l'établissement à tout contrôle civil pendant l'enquête sur la disparition [...] et que le secrétaire à la Défense du Mexique a supervisé une campagne de propagande visant à discréditer les parents, leurs avocats et un groupe d'experts chargés d'aider une commission des Nations unies dans cette affaire."

<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/mexico-ayotzinapa/2023-03-10/guacamaya-leaks-and-ayotzinapa-case>

Le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI) sur les étudiants disparus d'Ayotzinapa a déclaré que "les autorités mexicaines n'ont pas procédé à toutes les arrestations ordonnées par les procureurs sur la disparition en 2014 de 43 étudiants, et l'armée a refusé l'accès à des informations importantes", d'après *Reuters*. Le groupe "a déclaré que l'armée leur avait dit que certains documents et dossiers n'existaient pas, même après que le GIEI avait obtenu certains de ces dossiers." L'un des membres du groupe a déclaré : "L'affaire ne peut pas être résolue en retenant des informations ou en donnant des réponses qui ne correspondent pas à la réalité."

<https://www.reuters.com/world/americas/mexico-has-not-carried-out-all-arrest-orders-missing-students-case-experts-say-2023-03-31/>

Monténégro. "Citant un rapport de l'agence de police européenne EUROPOL remis au gouvernement monténégrin en mai dernier, le portail d'information *Libertas Press* a publié le 23 mars des photos et des transcriptions de SKY app d'officiers de l'unité spéciale de la police et de membres des tristement célèbres gangs de la drogue de Kavac. Sur les photos publiées, on voit des agents de l'unité spéciale de la police battre des prisonniers, leur mettre des armes dans la bouche, les étouffer et les torturer à l'électricité", a rapporté *BIRN*. L'ONG Human Rights Action a déclaré qu'elle avait "signalé 20 cas de brutalité policière au ministère public depuis 2019, mais qu'il n'y avait pas eu d'enquête" ; elle a demandé au ministère public spécial d'agir.

<https://balkaninsight.com/2023/03/24/montenegro-urged-to-probe-photos-of-police-brutality-gang-links/>

Myanmar. La commission électorale a ordonné la dissolution de 40 partis politiques "pour n'avoir pas respecté un délai d'enregistrement avant les élections". Parmi les partis "dissous" figure la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi, qui avait "déjà annoncé qu'elle ne s'enregistrerait pas", rapporte *AP*.

<https://apnews.com/article/myanmar-suu-kyi-election-56e40c56ce6abcd21ba55e6f552efc7a>

L'ONG Business & Human Rights Resource Centre "surveille l'augmentation significative des violations des droits du travail et des droits de l'homme des travailleurs de l'habillement dans tout le pays depuis la prise du pouvoir par les militaires" le 1er février 2021, et a créé un outil pour "traquer des allégations de violations des droits des travailleurs de l'habillement". En janvier 2023, elle avait "documenté 198 cas d'allégations de violations du travail et des droits de l'homme perpétrées à l'encontre d'au moins 104 000 travailleurs de l'habillement, révélant des abus généralisés et systématiques dans les chaînes d'approvisionnement des marques internationales. Les travailleurs concernés par les allégations enregistrées à ce jour sont employés dans 117 usines produisant pour au moins 42 marques de mode et détaillants mondiaux, dont Inditex, H&M Group, Bestseller et Primark."

<https://www.business-humanrights.org/en/big-issues/labour-rights/myanmar-garment-worker-allegations-tracker/>

Nicaragua. Le groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua, nommé par l'ONU, a déclaré que le gouvernement "a commis des violations graves et systématiques qui constituent des crimes contre l'humanité", selon *Al Jazeera*. Le groupe "a documenté plus de 100 cas d'exécutions, des centaines de cas de torture et de détention arbitraire, et des milliers de cas de persécution politique" depuis 2018. Jan Simon, le président du Groupe, a déclaré lors d'un point de presse que le gouvernement "armait les fonctions de l'État contre la population."

<https://www.aljazeera.com/news/2023/3/3/un-experts-accuse-nicaragua-of-committing-crimes-against-humanity>

https://news.un.org/en/story/2023/03/1134072?utm_source=substack&utm_medium=email

Pakistan. La National Database and Registration Authority a délivré quelque 120 millions de cartes d'identité nationales informatisées (CNIC) à 96 % des adultes pakistanais. La base de données CNIC est consultée par environ 300 prestataires de services publics et privés, et il y a eu plusieurs violations de données", selon la *Fondation Thomson Reuters*. Le gouvernement vient de lancer le service Ijazat Aap Ki "qui permet aux gens de donner ou de refuser leur consentement pour des transactions nécessitant une vérification avec leur carte d'identité nationale".

https://www.context.news/newsletter?id=b1aaf4dcc8fbe33e1e533c98696ced6&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance

Pérou. Quinze experts de l'ONU "ont exprimé leur profonde inquiétude face aux allégations de répression, d'exécutions arbitraires, d'arrestations, de détentions et de disparitions forcées de manifestants au Pérou et ont exhorté les autorités à établir un véritable dialogue avec le peuple pour mettre fin à la crise politique du pays". Citant le rapport publié par le bureau du médiateur du Pérou, ils ont déclaré que "depuis le début des manifestations en décembre 2022, 48 manifestants et un agent des forces de l'ordre ont été tués, tandis que 1301 personnes ont été blessées. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Des allégations concernant au moins un cas de disparition forcée de manifestants ont été reçues". Les experts "ont souligné le rôle important joué par le bureau du médiateur dans la surveillance et la collecte de preuves de violations et ont appelé les autorités à soutenir l'institution, à garantir son indépendance et à assurer la sécurité de son personnel."

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/03/peru-un-experts-call-end-violence-during-demonstrations-urge-respect-human>

Le *New York Times* a publié les résultats de son enquête sur la force meurtrière utilisée lors des manifestations qui ont commencé début décembre. "Quarante-neuf civils ont été tués et plus de 970 ont été blessés, selon le médiateur du Pérou. Le *Times* a analysé des centaines de vidéos et d'images, examiné des rapports d'autopsie et de balistique, et s'est entretenu avec des témoins et des experts", examinant de près huit décès sur trois sites. Il a déclaré que "l'armée et la police ont utilisé des tactiques dilatoires, souvent en violation apparente de leurs propres protocoles, qui prévoient un recours raisonnable et proportionné à la force en cas de troubles civils". Et bien que le ministère public enquête sur le président et plusieurs ministres pour des crimes liés aux manifestations, il "a annoncé dans un document interne le 27 février qu'il ne fournirait plus de services d'enquête, y compris le recours à des experts en médecine légale et en balistique - des services qui peuvent être cruciaux pour les enquêtes sur les droits de l'homme - à moins que les principaux procureurs du pays n'en fassent expressément la demande."

<https://silk-news.com/2023/03/16/world/protests-in-peru-how-police-used-lethal-force-against-demonstrators/>

Pologne. "Jacek Karnowski, un homme politique clé de la campagne de l'opposition libérale pour les élections générales de 2019, a été espionné par les services de renseignement à l'aide du [logiciel espion] Pegasus, a révélé *Gazeta Wyborcza*." Le journal dit "avoir trouvé le nom de Karnowski sur une liste d'individus surveillés" grâce au travail du consortium Pegasus Project, un groupe de 17 organisations de presse à travers le monde qui a enquêté sur l'espionnage par les gouvernements de journalistes, d'hommes politiques de l'opposition, de militants, d'hommes d'affaires et d'autres personnes à l'aide du logiciel espion Pegasus développé par l'entreprise israélienne NSO Group. Il est impossible de savoir quelles données les services ont extraites du téléphone de M. Karnowski, rapporte *Wyborcza*, car l'appareil a été "nettoyé" de ses données. En Pologne, les services secrets sont tenus de supprimer les données qu'ils collectent s'ils ne découvrent pas ou ne confirment pas un délit au cours de l'enquête", explique *BIRN*.

<https://balkaninsight.com/2023/03/03/new-pegasus-target-identified-in-poland/>

La chaîne privée polonaise *TVN* a déclaré que le défunt pape Jean-Paul II "était au courant des abus commis sur des enfants dans l'église catholique polonaise des années avant de devenir pontife et a contribué à les dissimuler", a rapporté *France 24*. L'enquêteur de l'émission a déclaré avoir eu accès à des "documents de l'ancienne police secrète SB de l'ère communiste et à de rares documents ecclésiastiques", bien que le "diocèse de Cracovie lui ait refusé l'accès à ses propres archives documentaires". L'Église polonaise a, par le passé, refusé de fournir des documents à la justice ou à une commission d'enquête publique chargée d'enquêter sur des cas d'abus commis par l'Église sur des mineurs."

<https://www.france24.com/en/europe/20230306-pope-john-paul-ii-covered-up-child-abuse-as-cardinal>

Russie. Les membres du groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires, du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et d'autres rapporteurs spéciaux de l'ONU ont déclaré dans un communiqué qu'ils étaient "profondément troublés" par les rapports sur le recrutement systématique de prisonniers à travers la Russie par l'entrepreneur militaire privé connu sous le nom de Groupe Wagner, a déclaré *UN News*. "Les informations selon lesquelles les prisonniers recrutés auraient été emmenés dans un centre de détention de la région de Rostov pour y être entraînés avant d'être envoyés en Ukraine, et qu'ils auraient été transférés en Ukraine sans documents d'identité et obligés de signer un contrat avec le groupe Wagner sont profondément troublantes. "

https://news.un.org/en/story/2023/03/1134447?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=9e9632cbdd-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_11_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbflaf606-9e9632cbdd-%5BBLIST_EMAIL_ID%5D

"Les autorités russes ont perquisitionné les domiciles et les bureaux de plusieurs défenseurs des droits de l'homme et historiens du célèbre groupe de défense des droits Memorial, qui a reçu le prix Nobel de la paix l'année dernière", a rapporté l'agence *AP*. Le comité d'enquête russe a ouvert une procédure pénale contre Memorial pour "réhabilitation du nazisme", une infraction passible d'une peine de cinq ans de prison. Memorial gère une base de données sur les victimes de répressions politiques, et parmi les noms figurent ceux de trois personnes condamnées à l'époque soviétique pour collaboration avec l'Allemagne nazie. L'association a déclaré que les autorités utilisaient les noms figurant sur la liste dans leurs poursuites contre Memorial."

<https://www.newsmax.com/world/globaltalk/russia-raids-memorial-nobel-putin-crackdown/2023/03/21/id/1112934/>

Le Centre Sakharov, nommé en l'honneur du dissident russe Andreï Sakharov, doit quitter ses locaux actuels d'ici la fin du mois d'avril, en démontant son musée consacré aux répressions du goulag soviétique et en retirant les archives de Sakharov, a rapporté le *Washington Post*. Le président du conseil d'administration du centre a déclaré qu'il "n'avait aucune idée de l'endroit où le centre abriterait sa collection muséale et ses archives".

<https://theagiletribune.com/2023/03/02/sakharov-center-forced-to-close-as-wartime-russia-purges-human-rights-groups/news/world/>

Syrie. L'ONG Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) a publié son rapport annuel, notant "comment le tremblement de terre de février 2023 en Turquie et en Syrie a modifié le paysage des questions de justice syrienne". L'annexe II est une liste très utile des affaires de compétence universelle liées à la Syrie dans le monde.

<https://syriaaccountability.org/the-state-of-justice-in-syria-2023/>

Le SJAC a également publié un rapport sur l'utilisation intentionnelle par le gouvernement syrien d'armes de déminage contre les civils. "Alors que le déminage est l'usage conventionnel de ces armes, les vidéos montrent clairement que la Russie et maintenant la Syrie ont utilisé des UR-77 [lance-roquettes autopropulsés] pour tuer des civils, infliger de graves dommages à des étendues de terre et éventrer des infrastructures essentielles". Fait inhabituel, "toutes les séquences vidéo des attaques présentées dans ce rapport ont été filmées par les forces armées syriennes". Le SJAC a néanmoins été en mesure d'authentifier l'exactitude de ces vidéos et de confirmer qu'elles décrivent le déploiement de ces armes". Au total, ils ont identifié plus de 30 attaques de ce type dans 16 localités entre 2014 et 2019.

<https://syriaaccountability.org/destruction-like-we-had-never-seen/>

Tunisie. L'archiviste Adel Maizi a présidé le "comité de mémoire" de l'Instance Vérité et Dignité de 2014 à 2019. Il a été interviewé par *justiceinfo.net* sur son travail et a expliqué la disposition des archives de l'Instance : "Les autorités n'ayant pas mis en place une structure d'étude et de valorisation des archives de l'Instance Vérité, celle-ci a été contrainte de remettre ses 10 000 boîtes d'archives aux Archives nationales, et ses enregistrements audiovisuels, contenant les témoignages privés des victimes, au bureau du Premier ministre."

https://www.justiceinfo.net/en/113511-adel-maizi-remembrance-is-not-just-about-the-past-it-helps-build-the-future.html?mc_ci

Turquie. Un groupe d'avocats spécialisés dans les droits de l'homme a présenté un dossier de 4 000 pages au bureau du procureur de la Cour pénale internationale, lui demandant "d'ouvrir une enquête sur les crimes présumés qui, selon eux, ont été commis par les autorités turques contre des milliers d'opposants au président Recep Tayyip Erdogan", selon l'agence AP. Ils "affirment que plus de 200 000 personnes ont été victimes d'une répression qui a commencé après le coup d'État manqué de 2016". Parmi les autres allégations, le retrait ou le refus "discriminatoire" de prolonger les passeports et le refus de délivrer des cartes d'identité."

<https://apnews.com/article/turkey-erdogan-international-criminal-court-gulen-d721e8daf0e8d57119f5c55d78372d30>

La Cour européenne des droits de l'homme a statué que la Turquie avait violé les droits de trois universitaires dont les passeports avaient été "retirés" en 2016 après qu'ils ont eu "signé une pétition appelant à la fin du conflit entre les forces de sécurité turques et les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, interdit", d'après BIRN.

<https://balkaninsight.com/2023/03/21/turkey-unfairly-cancelled-peace-seeking-academics-passports-court/>

Royaume-Uni. Un rapport sur la police métropolitaine de Londres, dirigé par la baronne Louise Casey, fait état de racisme institutionnel, de sexisme et d'homophobie au sein de la police. L'annexe B du rapport de 363 pages sur la méthodologie décrit une série de sources et déclare : "L'examen a bénéficié d'un niveau d'accès sans précédent aux documents, données, personnel, officiers et sites de la police métropolitaine".

<https://www.met.police.uk/SysSiteAssets/media/downloads/met/about-us/baroness-casey-review/update-march-2023/baroness-casey-review-march-2023.pdf>

États-Unis. Une équipe de recherche a rapporté dans *JAMA Public Health* qu'elle a exploité les données 2015-2021 des villes de New York, Los Angeles, Chicago et Philadelphie sur les agressions par arme à feu ayant entraîné une blessure chez un enfant. En prenant le 15 mars 2020 comme date de début de la pandémie, ils ont constaté que "la pandémie était associée à une multiplication par près de deux des taux d'agressions par arme à feu chez les enfants", l'augmentation étant la plus forte dans la ville de New York et chez les enfants noirs non hispaniques, dont le taux a plus que quadruplé.

https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2802128?utm_term=030823&utm_campaign=ftm_links&utm_medium=referral&_hsmi=249413462&_hsenc=p2ANqtz-9TYw3sqca9GrOD9t2qmuM8qK_mUmxhrLpFJBfK-hqnOEqrKqPZY_2Ru_bB9dRfdZu2gCMQy433Y2LlccyysrIIWw&utm_source=For_The_Media

Une étude réalisée par les Centers for Disease Control and Prevention "à partir de données sur les naissances et les décès aux États-unis" a révélé que "les bébés noirs ont connu le taux le plus élevé de morts subites et inattendues en 2020, mourant presque trois fois plus vite que les bébés blancs", selon le *Washington Post*. La recherche a également "révélé une augmentation de 15 % des morts subites chez les bébés de toutes les races entre 2019 et 2020, ce qui fait du SMSN la troisième cause de mortalité infantile aux États-Unis, après les anomalies congénitales et les complications liées aux naissances prématurées".

https://www.phillytrib.com/news/rise-in-infant-deaths-hits-black-families-hardest-study-finds/article_51519c4a-185e-5b0d-8f75-999628fb0c2f.html

Le ministère américain de la justice a enquêté sur le service de police de Louisville, dans le Kentucky, et a conclu que ce service et le gouvernement de son comté "s'engagent dans un modèle ou une pratique de conduite qui prive les gens de leurs droits en vertu de la Constitution et de la loi fédérale". Cette conclusion s'appuie sur les données de la police et du gouvernement du comté, "plusieurs milliers de documents et des milliers d'heures d'enregistrement de caméras corporelles", ainsi que sur des entretiens.

https://www.justice.gov/opa/press-release/file/1573011/download?utm_medium=email&utm_source=govdelivery

Le ministère américain de la justice a annoncé qu'"un jury fédéral a reconnu l'ancien lieutenant du Bureau des prisons Kevin Pearce ... coupable de deux chefs d'accusation d'obstruction pour avoir rédigé de faux rapports sur les agressions de deux détenus fédéraux par des agents pénitentiaires sous le commandement de Pearce".

<https://www.justice.gov/opa/pr/former-kentucky-federal-prison-lieutenant-convicted-covering-assaults-two-federal-inmates>

Les données publiées par le Federal Bureau of Investigation indiquent que "les incidents de crimes de haine signalés ont augmenté de 11,6%, passant de 8 120 en 2020 à 9 065 en 2021", selon *Axios*. "Environ 65% des victimes ont été ciblées en raison de leur race, de leur ethnie ou de leur ascendance", tandis que 16% des crimes étaient liées à l'orientation sexuelle et 14% à des préjugés religieux. <https://www.axios.com/2023/03/13/fbi-hate-crimes-2021-increase>

"Afin de fournir aux chercheurs les outils dont ils ont besoin pour analyser l'impact de la politique de sécurité aux frontières des États-Unis, l'EFF [Electronic Frontier Foundation] publie une nouvelle carte et un nouvel ensemble de données sur plus de 290 tours de contrôle installées par les douanes et la protection des frontières (CBP) le long de la frontière avec le Mexique. Compilées à partir de documents publics, d'images satellites, de voyages et même d'explorations en réalité virtuelle, les données de l'EFF constituent un instantané vivant de ce que l'on appelle le "mur virtuel", depuis la côte californienne jusqu'à la pointe inférieure du Texas."

<https://www.eff.org/deeplinks/2023/03/cbp-expanding-its-surveillance-tower-program-us-mexico-border-and-were-mapping-it>

Un train de la Norfolk Southern transportant 1,6 million de livres de produits chimiques dangereux a déraillé le 3 février dans la petite ville d'East Palestine, dans l'Ohio. "Dans une fuite audio écoutée par le *Guardian*, on peut entendre un responsable de la Norfolk Southern expliquer à un ancien préposé aux wagons qu'ils devraient cesser de marquer les wagons dont les roulements étaient défectueux. Le responsable explique que cela retarde d'autres cargaisons. La défaillance d'un roulement de roue a été citée comme cause de l'accident dans un rapport préliminaire publié par le National Transportation Safety Board."

https://www.theguardian.com/us-news/2023/mar/03/us-rail-workers-east-palestine-ohio-train-crash?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230303

Publications.

Freedom House a publié *Freedom in the World 2023*, son 50e rapport comparatif annuel:

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2023/marking-50-years>

La formation proposée par le Syria Justice and Accountability Center sur les principes des crimes de génocide est disponible en anglais et en arabe :

<https://syriaaccountability.org/documentation-practices/#gen>

Sana Mustafa, "Flipping the narrative: The roots of the refugee protection system are colonial and racist", *The New Humanitarian*: https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/first-person/2023/03/14/flipping-narrative-roots-refugee-protection-system-are-colonial-and-racist?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=9b6ebcf3de-EMAIL_CAMPAIGN_2023_03_17_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-9b6ebcf3de-75545741

N'hésitez pas à nous faire part de vos nouvelles ! trudy@trudypeterson.com

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* de s'être chargé de la distribution de *SAHR News*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici :

<https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette lettre d'information est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à la diffuser et à la réutiliser à des fins non commerciales.